



UNIVERSITÉ DE STRASBOURG



EM STRASBOURG  
BUSINESS SCHOOL

# Concours post-bac Trajectoire Management

Session 2014

Épreuve écrite de synthèse à dominante économique

AUCUN DOCUMENT N'EST AUTORISÉ

CALCULATRICES NON AUTORISÉES

## **Partie 1 : Questions préparatoires (30 points)**

En vous appuyant sur les documents en annexe, répondez succinctement aux 3 questions posées (5 lignes maximum pour chaque question). Les documents suggérés après chaque question sont susceptibles de contenir toutes les informations nécessaires pour développer votre réponse. Cependant il est fortement conseillé de lire tous les documents avant de répondre aux questions de cette partie.

- 1.1 Que signifie le PIB ? Retrouvez le montant du PIB de la France réalisé en 2012. Donnez une définition simple de la croissance économique. Quel est le lien entre le PIB et la croissance économique ? (documents 1 et 2).
- 1.2 Que représentent dans l'économie française les dépenses publiques ? Pourquoi leur baisse aurait-elle des effets négatifs sur la croissance de la France? (document 1)
- 1.3 Pourriez-vous identifier d'autres causes du ralentissement de la croissance? (document 2 et 4)

## **Partie 2 : Sujet de synthèse (70 points)**

**« Comment l'intervention des pouvoirs publics pourrait-elle aujourd'hui soutenir la croissance de l'économie française ? »**

- 2.1. Présentez un plan détaillé (25 points)
- 2.2. Rédaction de la synthèse avec introduction et conclusion (450 à 500 mots) ; mettez un signe X en marge de votre rédaction après chaque groupe de 50 mots. (45 points)

*N.B.* Ce sujet comporte 6 annexes : 4 documents indexés documents 1, 2, 3 et 4 ainsi que deux articles du journal les Echos chacun comportant une seule page (total 12 pages).

## Document 1

Titre : **Contre la rigueur, « la dépense publique est un précieux levier de croissance**

Auteur : Christophe Ramaux (Economiste, maître de conférence à l'université Paris 1)

Source : *LE MONDE* 18.04.2014

En France, la dépense publique équivaut à 57 % du PIB. Face à ce chiffre, régulièrement brandi par les libéraux, les défenseurs de l'intervention publique sont souvent eux-mêmes gênés. Ne resterait-il que 43 % pour le privé ? Cela est faux. La dépense publique s'est élevée à 1 151 milliards d'euros en 2012, ce qui équivaut effectivement à 57 % du produit intérieur brut (2 032 milliards). Mais elle n'est pas une part du PIB. En la rapportant à celui-ci, on la compare à une grandeur familière. Cette mise en relation n'est pas infondée en soi.

Encore faut-il ne pas se méprendre, avec la méthode retenue pour calculer la dépense publique (l'addition des salaires, consommations intermédiaires, investissements et surtout prestations et transferts payés par les administrations publiques), la dépense privée des ménages et des entreprises peut être estimée à plus de 200 % du PIB ! Comment s'y retrouver ?

La dépense publique a en fait deux principaux volets. La production de services publics tout d'abord. N'en déplaise aux libéraux, mais aussi aux marxistes (qui n'ont jamais été en pointe pour penser l'Etat social), tous les pays du monde considèrent que les fonctionnaires sont productifs, augmentent le PIB. Cela découle d'une convention retenue par l'ONU, laquelle établit les normes de comptabilité nationale. En France, la valeur ajoutée des fonctionnaires s'élève à 333 milliards. C'est peu en un sens : le « poids » du public s'élève ainsi à seulement 16 % du PIB. On pourrait parfaitement l'augmenter pour satisfaire de nombreux besoins (investissements pour l'écologie, recherche, culture...). Mais c'est loin d'être négligeable, cela représente un tiers de la valeur ajoutée par les entreprises de droit commun – les sociétés non financières (1 018 milliards) –, le reste étant produit surtout par les ménages (dont les entrepreneurs individuels).

La production des administrations publiques est essentiellement non marchande. On ne glisse pas une pièce pour obtenir la lumière du réverbère, à l'entrée des écoles ou des commissariats. Mais si son accès est gratuit pour les usagers, un service public n'est pas pour autant gratuit. Il faut bien le payer, à l'instar de toute production.

Cela est fait par l'impôt, un prix socialisé qui assure au fond le même rôle (payer une production) que le prix marchand du café ou du croissant. Un enseignant contribue au PIB et un élève en consomme. Les services publics produits se retrouvent en termes de consommation : celle de services individualisables (éducation, hôpital public, culture... 136 milliards) et collectifs (police, justice... 175 milliards).

L'autre grand volet de la dépense publique – plus de la moitié – est constitué des prestations sociales en espèces (retraites, allocations familiales et chômage...) (404 milliards) et en nature (médicaments, consultations de médecine libérale, allocations logement... 192 milliards). Ces prestations, financées par des cotisations sociales ou des équivalents, ne servent aucunement à payer des fonctionnaires : elles sont versées aux ménages et cela soutient leurs dépenses auprès du privé. Bref, les décidément bien mal nommées « charges » sont aussi un revenu pour les ménages, lequel bénéficie au privé.

Pas à pas, on prend la mesure de l'apport de la dépense publique : elle soutient massivement les débouchés, lesquels déterminent – si du moins on accepte de considérer que l'offre ne peut exister sans demande – le montant du PIB. En France 80 % des débouchés relèvent de la consommation (1 675 milliards), 20 % de l'investissement (402 milliards). Le public (les collectivités locales en particulier) réalise 15 % de l'investissement, les sociétés non financières la moitié, le reste étant principalement constitué par la construction de logements des ménages. Une part de l'investissement privé est soutenue, à travers des aides de toutes sortes, par de la dépense publique.

Mais l'essentiel se joue du côté de la consommation. Qu'y trouve-t-on ? D'un côté, donc, la consommation de services publics individuels et collectifs (311 milliards au total), à laquelle s'ajoute l'achat de biens et services marchands (médicaments...) payés par les prestations en nature (192 milliards). De l'autre, la dépense de consommation finale des ménages entendue comme ce qu'ils paient directement (1 130 milliards). Mais une part non négligeable de cette

dernière est permise par les prestations sociales en espèces (retraites...). Si l'on suppose que 15 % de celles-ci sont épargnées – estimation haute – cela fait 340 milliards dépensés. En définitive, la moitié de la consommation (de l'ordre de 843 milliards sur 1675) est supportée, d'une façon ou d'une autre, par la dépense publique. On comprend mieux pourquoi la baisse de cette dépense a des effets dépressifs sur le PIB.

Le président de la République et son nouveau premier ministre, à l'instar du précédent, ne l'admettent toujours pas. Comme si le coup de menton permettait de s'affranchir des faits, ils s'entêtent à vouloir réduire la dépense publique. Cela a été fait massivement en Grèce, au Portugal ou en Espagne. Avec les résultats que l'on sait : la chute du PIB, et, au passage, le dénominateur s'effondrant, l'explosion du ratio dette publique par rapport au PIB.

Trois remarques pour conclure. Durant les « trente glorieuses », la dépense publique rapportée au PIB a peu augmenté : de 37 % en 1959 à 40 % en 1974. Cela ne signifie pas que cette dépense n'augmentait pas. Elle croissait vivement, au contraire, de même que les salaires nets. Cela permettait de soutenir la demande et le PIB. D'où, finalement, un ratio dépense publique sur PIB relativement stable. Dans certains pays la dépense publique est plus faible, ils ont fait le choix de recourir plus amplement au privé pour la santé et les retraites. A la fin de chaque mois, les entreprises paient certes moins de charges sociales, mais elles paient, on l'oublie trop souvent, plus de charges privées (contributions aux assurances privées et aux fonds de pension).

Ces pays s'en portent-ils mieux ? L'espérance de vie à la naissance aux Etats-Unis, pour ne citer que ce chiffre, est inférieure de deux ans et demi à celle observée en France. La dépense publique soutient l'activité, mais elle joue aussi un rôle majeur, et souvent méconnu, dans la réduction des inégalités.

En France, les 20 % les plus riches ont huit fois plus de revenus primaires (salaires, revenus du patrimoine) que les 20 % les plus pauvres. Le jeu des impôts directs (l'impôt sur le revenu notamment) et des cotisations réduit cet écart à sept. Bien plus que par les prélèvements, c'est par la dépense publique que les inégalités sont réduites. On passe finalement à trois grâce aux prestations sociales et à la consommation de services publics. Il est temps de porter un regard neuf sur la dépense publique.

## Document 2

Titre : **Crise après crise, la croissance de l'économie française s'affaïsse**

Auteur : Claire Gatinois, journaliste

Source : *LE MONDE* 14.06.2013

La France est-elle condamnée à une croissance molle ? Faut-il oublier toute idée de reprise énergique ? Dans son rapport 2013 sur l'économie française, rendu public vendredi 14 juin, l'INSEE laisse peu d'espoir.

Après avoir diagnostiqué une économie "*à l'arrêt*" depuis le printemps 2011, l'institut de la statistique tente de mesurer la "*croissance potentielle*" du pays pour la décennie allant de 2015 à 2025. C'est-à-dire la progression du produit intérieur brut (PIB) hors période de crise ou d'euphorie, que l'on peut espérer en utilisant à plein les capacités humaines (main-d'œuvre), matérielles (capital) et intellectuelles (progrès technique) du pays.

Le résultat est un brin décourageant. Selon les estimations de l'Insee, la croissance potentielle entre 2015 et 2025 sera d'environ 1,5 % avec une marge d'erreur faisant osciller la hausse du PIB entre 1,9 %, au mieux et 1,2 % au pire. Un chiffre bien inférieur à la croissance effective de 2,2 % par an observée entre 1994 et 2007, qui n'était pourtant pas détonnant.

### **ENCORE TROP OPTIMISTE**

Et pourtant, de l'avis de certains économistes, dont fait partie Patrick Artus, responsable de la recherche chez Natixis, l'Insee serait encore trop optimiste.

En manipulant les mêmes données, celui-ci obtient une croissance potentielle qui avoisine 0,5 % à 0,75 % l'an. "*On peut pousser jusqu'à 1 % mais en faisant des hypothèses "héroïques"*", dit M. Artus, puisque cela supposerait que la France augmente sensiblement le taux d'emploi de sa population active, en rallongeant l'âge de départ à la retraite par exemple, pour le rendre comparable à celui de son voisin allemand.

Une des explications de cet écart est que l'Insee a effectué ses calculs sur des données qui ne prennent pas en compte les dégâts de la récession de 2012 début 2013. Or, les fermetures d'usines et le chômage de longue durée peuvent contribuer à détruire à long terme du capital et du travail.

Reste qu'au-delà des querelles d'experts sur des chiffres après la virgule, le constat des économistes est sans appel : crise après crise, la croissance française s'affaisse sans jamais récupérer son niveau de départ.

### **MACHINES MOINS MODERNES**

Le pays n'est pas le seul confronté à ce phénomène. La maturité économique s'accompagne traditionnellement d'une croissance moins échevelée. Mais le rythme de croisière de l'activité française semble bien faiblard comparé, par exemple, à celui des Etats-Unis, qui s'approche plutôt des 3 % par an, indique Corinne Prost, à l'Insee.

Plusieurs explications à cela. La France bénéficie d'une population active dynamique, qui permet, notamment grâce à l'immigration, de faire progresser la croissance. Mais les gains de productivité, c'est-à-dire l'efficacité du travail accompli par les machines et les hommes, ont tendance à s'étioler. De 1,1 % avant 1993, ces gains sont retombés à 0,7 % l'an entre 1994 et 2007. Ils devraient s'approcher de 0,5 % l'an après 2015, selon l'Insee. La cause principale de ce recul est la baisse, au fil des ans, des investissements technologiques réalisés par les entreprises. Leurs machines deviennent ainsi moins modernes et moins performantes, et donc moins productives.

De façon plus discutable, les experts de l'Insee supposent, comme certains économistes, que les innovations à venir n'auront plus autant d'effets que les inventions du passé. En clair que les chercheurs n'auront plus d'idées aussi révolutionnaires que la machine à vapeur ou l'électricité.

### Document 3

Titre : **Les français veulent encore croire aux lendemains qui chantent**

Auteur : note de la rédaction du journal

Source : *LE MONDE* 27.03.2014

Paradoxal. Le chômage augmente, la TVA a été relevée en janvier, mais les Français retrouvent (un peu) le moral. L'indice mesurant la confiance des ménages, publié jeudi 27 mars par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), s'est redressé de 3 points en mars par rapport à février, pour s'établir à 88. L'Insee note que cet indicateur « *retrouve son niveau de juillet 2012* ».

Cet optimisme des Français est notamment tiré par leurs anticipations quant à l'évolution de leur situation financière personnelle, qui progresse de 2 points. On note en particulier une hausse de 6 points de leur capacité actuelle à épargner. Les ménages sont également plus confiants quant à leur niveau de vie futur, avec un bond de 4 points de l'indicateur mesurant cette variable. Et, après deux mois de hausse, les ménages sont moins inquiets concernant l'évolution future du chômage, l'indice correspondant diminuant de 2 points, après en avoir gagné 6 depuis le début de l'année.

Les anticipations d'inflation des ménages continuant à baisser - l'indicateur mesurant ce critère a reculé de 6 points en mars, après une baisse de 8 points en février –, les Français semblent moins enclins à épargner et sont plus nombreux à juger opportun de faire des achats importants.

#### **FREINAGE ATTENDU**

Cette enquête apparaît pour le moins contradictoire avec l'un des enseignements du sondage Viavoice réalisé pour *Les Echos* et France Info, publié jeudi 27 mars.

Selon cette enquête, le nombre de Français qui s'inquiètent pour leur pouvoir d'achat est reparti à la hausse en mars, après quatre mois de baisse. Selon Viavoice, 57 % des Français



estiment que leur pouvoir d'achat va baisser au cours des prochains mois. Pas sûr que soit de bon augure pour l'évolution de la consommation. Celle-ci a reculé de 2,1 % en janvier.

« *Un léger freinage de la consommation et donc de la croissance* » de l'économie française « *est à attendre en début d'année* », pronostiquait, il y a quelques jours, Axelle Lacan, économiste de Crédit agricole S.A. Elle citait la disparition de « *facteurs temporaires* », qui avaient soutenu l'activité au quatrième trimestre 2013 - comme les achats anticipés effectués par les ménages avant les hausses de taux de TVA et le durcissement du bonus-malus automobile au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Dans sa note de conjoncture, publiée en décembre 2013, l'Insee estimait qu'au premier semestre 2014, la consommation des ménages « *serait davantage en ligne avec la tendance du pouvoir d'achat et s'infléchirait* », citant une hausse de 0,1 % par trimestre).

## Document 4

Titre : **Les réformes structurelles sont difficiles mais indispensables**

Auteur : Olivier Klein, professeur d'économie et de finance HEC Paris

Source : *LE MONDE* 20.03.2014

Trop faible ! En France, le potentiel de croissance annuelle est d'environ 0,8 - 1 %. Or, la croissance s'avère cruciale pour augmenter le niveau de vie, permettre d'abaisser les déficits publics et équilibrer les systèmes sociaux sans drame. Donc pour mettre sous contrôle l'endettement public sans violente cure d'austérité. Et les réformes structurelles sont le passage obligé pour augmenter le potentiel de croissance.

Des pays comme les pays nordiques et le Canada notamment ont enclenché ces réformes dans les années 1990 de façon très réussie. L'Allemagne dans la première moitié des années 2000, avec succès également. L'Espagne et le Portugal les mènent activement, mais en pleine crise, et le coût social, au moins à court terme, en est de ce fait élevé. En France, quelle que soit la couleur du gouvernement, ces réformes structurelles sont très difficiles à mettre en place. Pourtant il existe une assez forte convergence d'idées. Quelques-unes méritent d'être rappelées :

1 - Le coût du travail est crucial pour la compétitivité d'une économie, mais uniquement rapporté à la productivité du travail. En Allemagne, le coût du travail n'est en moyenne que légèrement inférieur à celui de la France, mais ce pays bénéficie d'une économie compétitive et d'une balance courante largement excédentaire, d'une croissance assez élevée et d'un chômage faible. En France, avec un coût de travail seulement légèrement plus élevé, on a l'inverse. Cela est dû à un coût du travail corrigé des gains de productivité qui a fortement augmenté en France dans les années 2000 par rapport à l'Allemagne et à une gamme et une qualité moyennes de la production française, alors qu'outre-Rhin la spécialisation s'est plutôt faite sur le haut de gamme. Il convient donc d'avoir en France un coût du travail corrigé de la productivité en adéquation avec sa gamme de production.

L'accroissement de la productivité du travail, facteur de croissance économique, est donc nécessaire pour augmenter les revenus sans perte de compétitivité. Tout comme la recherche d'une production haut-de-gamme, les gains de productivité demandent de la recherche-développement et de l'investissement. Pour cela, encore faut-il bénéficier d'un taux de profit suffisant dans les entreprises. Or, depuis dix ans, la France est l'un des très rares pays de l'OCDE à avoir vu baisser le taux de profit de ses entreprises. Comment alors financer l'investissement, la modernisation, l'innovation et la montée en gamme ? Pour inciter à l'innovation, il faut également accroître la concurrence dans certains secteurs encore trop protégés.

En revanche, pour les personnes à faible qualification dans des secteurs structurellement moins haut de gamme, rechercher un coût du travail plus bas est indispensable à leur emploi. Les études empiriques le démontrent clairement. Cet abaissement peut se faire soit par les charges sociales, soit par le salaire lui-même, en complétant alors le revenu par des prestations sociales adaptées pour assurer un niveau de vie décent.

2 - L'augmentation de la population au travail doit conduire notamment à une réforme du marché du travail, en limitant les rigidités telles que les effets de seuil, la complexité des lois sociales... Il faut également accélérer l'incitation à retrouver un emploi. Or, il existe une corrélation empirique solide entre le taux de chômage et la longueur, le niveau et surtout la dégressivité de la protection du chômage. Cette réforme ne peut qu'aller de pair avec une meilleure formation et un accompagnement amélioré du retour à l'emploi. Il s'agit ici de développer la « flexi-sécurité ». Parallèlement, il est indispensable de mener une réforme des retraites par augmentation du nombre d'années de cotisation, afin d'accroître la population en âge de travailler. Ce sera d'ailleurs la seule façon, comme l'ont déjà fait tant d'autres pays européens, de stimuler la croissance tout en résolvant l'impasse du financement du régime des retraites. Tout abaissement du niveau des retraites, comme tout prélèvement additionnel sur les actifs, a un effet dépressif sur l'économie.

3 - L'augmentation du potentiel de croissance et de la compétitivité passe aussi par la recherche d'un service public plus efficient, c'est-à-dire du meilleur rapport entre l'utilité et la qualité du service public et le niveau des dépenses publiques. Or, en France, nous sommes sur le podium européen des dépenses publiques comme des prélèvements obligatoires sur PIB, mais pour un service public rendu (sécurité sociale, collectivités locales, Etat) qui se situe dans la moyenne européenne. Autrement dit, l'efficacité n'est pas au rendez-vous, pendant que la dette publique s'accumule dangereusement.

## **Les réformes s'imposent donc.**

Ma part d'optimisme : il semble que, de plus en plus, les Français comprennent, forts des exemples étrangers, que le niveau de la protection sociale et des services publics a été artificiellement maintenu depuis longtemps par un endettement public croissant, aujourd'hui insoutenable. Les efforts à réaliser sont donc mieux appréhendés, ainsi que la nécessité de rechercher un meilleur équilibre des droits et des devoirs de chacun afin de protéger l'essentiel, c'est-à-dire une société équitable à haut niveau de vie et à forte protection sociale, qui favorise tout à la fois le vivre ensemble et l'envie d'entreprendre.

Les réformes pouvant être à court terme coûteuses socialement et ne produire leurs effets favorables qu'à deux ou trois ans, leur conduite doit être couplée avec des mesures dont les effets peuvent être visibles à court terme en termes de soutien de l'économie et de l'emploi. La baisse significative des charges sociales sur les bas salaires couplée à une hausse de la TVA peut avoir cet effet. Reste donc aux gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, à expliquer le sens et la nécessité des réformes, à en trouver la bonne programmation et le bon accompagnement, et à en assurer la justice dans leur application.

# La demande intérieure muscle la croissance allemande

## EUROPE

**Berlin table désormais sur 1,8 % de croissance en 2014 et 2 % en 2015.**

Thibaut Madelin  
tmadelin@lesechos.fr  
— Correspondant à Berlin

Le gouvernement allemand a profité de la publication de son rapport économique annuel, hier, pour relever légèrement ses prévisions de croissance. Berlin n'attend plus une hausse du PIB de 1,7 %, mais de 1,8 % cette année, puis de 2 % l'année prochaine. Par comparaison, le gouvernement français table sur une croissance de 0,9 % cette année et il espère une accélération à 1,7 % l'an prochain. Pour la zone euro, la Banque centrale européenne prévoit une croissance de 1,1 % en 2014 et de 1,5 % en 2015.

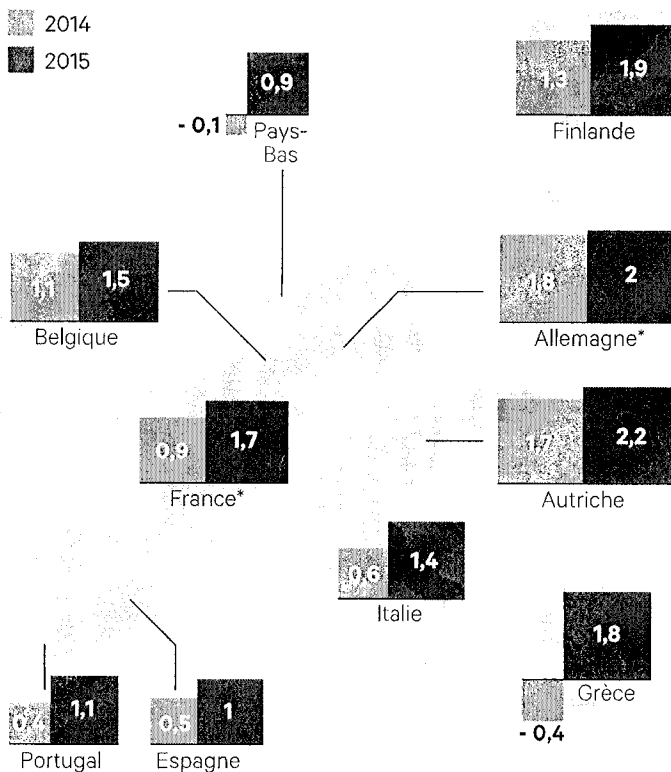
Premier moteur de la croissance allemande : la demande intérieure. Grâce à la reprise des investissements et à la consommation des ménages, soutenue par une population active record de 42 millions d'actifs, les importations devraient croître de 5 % en 2014, alors que les exportations – le traditionnel moteur de l'économie allemande – progresseraient de 4,1 %.

### Une forme de protection

« La dynamique de la demande domestique allemande n'est pas seulement une bonne nouvelle pour l'Allemagne mais aussi pour nos partenaires en Europe », s'est félicité le ministre de l'Économie, Sigmar Gabriel. Nous nous rapprochons de notre objectif de réduire les déséquilibres dans la zone euro. » La tendance devrait se poursuivre avec l'introduction du salaire minimum et les investissements décidés par la grande coalition, a souligné le social-démocrate (SPD). Un message clair à Bruxelles et à

## Les prévisions de croissance dans la zone euro

Variation annuelle du PIB, en %



\*source gouvernementale

« LES ECHOS » / IDÉ / SOURCE : OCDE

Washington, qui reprochent à l'Allemagne un excédent commercial trop élevé.

Destinés notamment à pallier la vétusté parfois criante des infrastructures, les investissements doivent augmenter de 5 milliards sur quatre ans, selon le contrat de coalition entre le SPD et la CDU d'Angela Merkel. Mais les experts estiment que les besoins supplémentaires vont largement au-delà. Le ministre se veut en tout cas volontariste. Pour lui, le but est de renouer avec un taux d'investissement supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE. Actuellement, la part des investis-

sements publics et privés représente seulement 17 % du PIB allemand, soit environ 4 points de moins que la moyenne des pays de l'OCDE.

Plus que de la générosité vis-à-vis de ses partenaires, l'adaptation par l'Allemagne de son modèle économique est avant tout une forme de protection. Sans investissements, et sur fond de vieillissement démographique, son potentiel de croissance risque de se dégrader. Un danger qui menace de s'accroître avec le ralentissement de la croissance chinoise et les secousses monétaires des pays émergents, ses principaux clients à l'exportation.

**DÉCRYPTAGE** // En détruisant des capacités de production et en augmentant le nombre de chômeurs de longue durée, la crise a fait baisser le potentiel de croissance de l'Hexagone.

## La capacité de rebond de la France s'est étiolée

**A** quel rythme la France peut-elle espérer croître en vitesse de croisière au cours des prochaines années ? La question est aujourd'hui âprement débattue chez les économistes. Car la croissance ne cesse de reculer depuis la Seconde Guerre mondiale. De 5 % dans les années 1950 et 1960, la croissance a fléchi à 2,5 % par an dans les années 1980 puis 2 % au milieu des années 2000. Quand Nicolas Sarkozy voulait aller chercher un point de croissance « avec les dents », il parlait de passer de 2 % à 3 %. C'était en 2007, avant la crise. Depuis, le PIB français a fait du sur-place, alors qu'on prolongeant le taux de croissance d'avant la faillite de Lehman Brothers, la richesse nationale produite devrait être 9 % supérieure à celle observée. « Même avant la crise, la croissance poten-

tielle de la France était déjà orientée à la baisse. En quinze ans, elle est passée de 2,6 % à 1,6 % », indique Eric Heyer, économiste à l'OFCE.

« **Faiblesses structurelles** » Les économistes estiment que la croissance potentielle d'un pays dépend de la progression de la population active et de la hausse de la productivité. Celle-ci varie en fonction des investissements, du niveau d'éducation et du progrès technique. Les institutions internationales comme le FMI, l'OCDE ou la Commission européenne estiment désormais que la croissance potentielle française est légèrement supérieure à 1 %. « Cette décélération continue du potentiel de croissance témoigne des faiblesses structurelles de l'économie française », considère Hélène Baudchon, de BNP Paribas.

Mais la crise est aussi passée par là et a, en partie, détruit les capacités de rebond. « La crise détourne l'allocation des ressources, économiques et financières, dans un sens moins favorable à la croissance. Par exemple, les entreprises qui disparaissent ne sont pas nécessairement les moins efficaces ni celles qui ont le moins de potentialités, mais celles qui souffrent de problèmes temporaires de liquidités », explique Hélène Baudchon. Ensuite, elle renforce l'aversion au risque, déprime les perspectives de

demande et rend les banques plus prudentes dans l'octroi de crédit. Conséquence : les investissements ont reculé et le stock de capital vieillit. Les faillites dans l'industrie, secteur dans lequel les entreprises sont plus productives que dans les services, font aussi baisser la productivité globale. Enfin, la France compte plus de 2 millions de chômeurs de longue durée (depuis plus d'un an). Ces derniers « voient leurs compétences, leur aptitude au travail, leur capacité d'apprentissage, leur mobilité diminuées », selon Hélène Baudchon.

Le gouvernement est conscient du problème. Le pacte de compétitivité (le Cice) et désormais le pacte de responsabilité visent à faire remonter à 2 % le potentiel de croissance du pays.

— G. C.

---

**Le FMI, l'OCDE et Bruxelles estiment que la croissance potentielle est à peine supérieure à 1 %.**

---

